

SOCIÉTÉ

TTIP, CETA...

mobilisation citoyenne et stratégie politique

Lutter pour une réelle démocratie amène à s'engager dans des combats politiques de grande ampleur, comme ceux menés actuellement contre les traités de libre-échange entre l'UE et les États-Unis (TTIP) ou le Canada (CETA). Car laisser faire la main soi-disant invisible du marché, aux dépens du rôle régulateur et redistributeur de l'État, pourrait être qualifié de crime contre les droits humains. Pour atteindre leurs objectifs, les manifestations populaires doivent s'appuyer sur des stratégies politiques et médiatiques.

Avec le soutien de



Les citoyens (et en particulier ceux qui s'engagent pour les droits humains et la survie de l'espèce humaine sur la planète qui l'héberge) se sentent parfois découragés face à l'inertie de la majorité de la population et au peu d'écoute qu'ils trouvent du côté politique.

Et quand il arrive que la mobilisation citoyenne soit massive, comme cela fut le cas en 2003 contre la guerre en Irak, elle ne parvient pas toujours à infléchir le cours des choses : la guerre en Irak a quand même eu lieu et, soit dit en passant, nous en subissons aujourd'hui le retour de boomerang. L'un des grands enjeux qui mobilisent la « société civile » aujourd'hui, ce sont les traités de libre-échange entre les États-Unis et l'Europe d'une part (le TTIP) et entre l'Europe et le Canada d'autre part (le CETA).

Pour certains, le TTIP est le traité commercial le plus ambitieux de l'histoire. Pour le monde associatif, il s'agit d'une des menaces les plus inquiétantes contre la démocratie et le respect de la souveraineté populaire. En effet, à la différence des instruments traditionnels du libre-échange, ce projet de traité accélère le processus de marginalisation des pouvoirs publics et renforce encore, sans légitimité, le pouvoir déjà démesuré des sociétés multinationales, États dans l'État.

Des précédents moins mobilisateurs

Des traités similaires existent déjà dans d'autres parties du monde. Les mobilisations contre l'ALENA (traité de libre-échange entre les États-Unis, le Canada et le Mexique), par exemple, ont certes suscité des oppositions chez nous, mais elles sont restées confinées dans un cercle relativement restreint de militants altermondialistes. L'ALENA ne nous touchait pas directement, donc nous avons laissé faire.

Il n'en va pas de même pour ce fameux TTIP et pour le CETA. Une fois que le voile de l'opacité voulue par les protagonistes des négociations a été levé par des militants du monde associatif, de nombreuses organisations se sont progressivement prononcées contre ces projets. Non seulement les ONG, mais aussi les syndicats, qui ont compris que les emplois que l'on faisait miroiter à l'horizon de ce traité n'étaient que poudre aux yeux. Et non seulement les syndicats, mais aussi l'Union des classes moyennes (que l'on ne peut pas soupçonner de gauchisme), la Fédération wallonne des agriculteurs, Test-achats au nom des consommateurs, etc. Les partis du centre et de gauche, dont certains n'étaient pas franchement contre au départ, ont été contraints de prendre position et de faire preuve d'une certaine cohérence face au gouffre qui sépare leurs idéaux affichés et les conséquences sociales (entre autres) annoncées du traité.



Cette mobilisation fait que **le TTIP est aujourd'hui en bien mauvaise posture** et que l'on peut raisonnablement espérer qu'il ne verra pas le jour. Et cela, même si la Commission européenne a balayé d'un revers de manche les 3 millions 495 mille signatures de citoyens européens qui disaient leur opposition au libre-échange à la sauce TTIP.

Les moins jeunes d'entre nous se souviennent de ce fameux AMI (Accord multilatéral sur l'investissement) qui nous voulait du mal à la fin des années 90. Même volonté de boucler l'accord dans le plus grand secret, même surabondance de pages difficilement décryptables par un non spécialiste... La mobilisation du monde associatif puis des citoyens a eu raison de ce projet d'accord. Preuve que le succès couronne parfois les efforts citoyens.

Il reste que **les questions de politique internationale ne sont pas faciles à « vendre » auprès du public**. C'est donc tout un art d'arriver à construire un pont pour enjamber le fossé qui les en sépare.

Dénoncer les mensonges et les dénis de démocratie

La revue « Politico », qui succède à « European Voices », vient de consacrer un long article à une de ces questions de politique internationale – à savoir le TTIP - ainsi qu'à un homme, inconnu chez nous, qui a peut-être réussi à inverser le cours des choses dans son pays, une tâche que beaucoup estimaient hors de portée jusqu'il y a peu¹.

Cet homme, c'est Thilo Bode, un Allemand de 71 ans dont le parcours exceptionnel mérite le détour. Muni d'une longue expérience de gestionnaire pour la coopération allemande, il connut son baptême du feu avec Greenpeace, en participant en 1995 à la prise d'assaut de la plateforme pétrolière Brent Spar, du groupe Shell. Devenu ensuite responsable de « Foodwatch », une organisation de consommateurs, il prit progressivement conscience du danger que représentait le projet de TTIP.

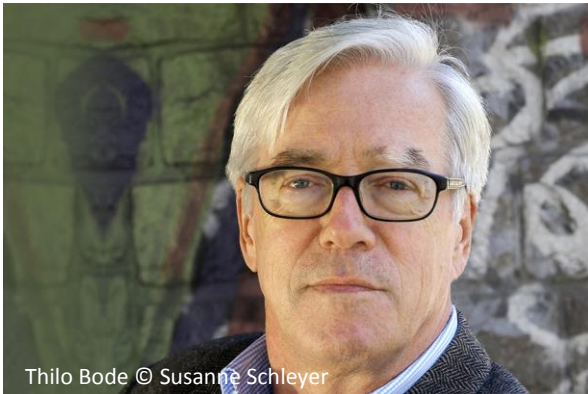
Toutefois, alors que de nombreuses personnes militaient dans le même sens, son mérite est d'être parvenu à éviter les slogans et les analyses

¹ Hans Von Der Burchard, in Politico, *The Man who killed TTIP*, 14/7/2016 - <http://www.politico.eu/article/the-man-who-killed-ttip-thilo-bode-foodwatch-germany-free-trade/>

superficielles qui ne touchent que les déjà convaincus et résistent mal aux assauts verbaux des partisans de l'accord.

Plutôt que de se contenter d'un plaidoyer simpliste contre les risques de dérèglementation, Thilo Bode a, en effet, perçu que le risque principal ne consistait pas tant en un démantèlement des normes de protection existantes, mais bien plutôt en un « gel réglementaire » qui condamnait ces normes à la stagnation – or, ce qui n'évolue pas finit rapidement par mourir.

Son autre mérite est d'avoir perçu le moment et l'approche qui permettaient de faire passer le message auprès du grand public. Lors d'un débat sur la question en Allemagne, auquel participait l'ancien Commissaire européen au commerce, le libéral belge Karel De Gucht, une militante



Thilo Bode © Susanne Schleyer

allemande a évoqué les 470 000 signatures d'une pétition contre le TTIP. De Gucht répondit, maladroitement, qu'il se souciait davantage des 500 millions d'Européens que de ces 470 000 signatures, une réponse qui fut interprétée par les Allemands comme une marque de mépris à leur égard. Aussitôt, Thilo Bode a saisi l'occasion de fustiger un accord irrespectueux de la volonté populaire, s'opposant ainsi directement aux mots d'ordre du Gouvernement allemand et des lobbies

subjugés par les sirènes du profit et de la croissance « économique ».

Autre coup de maître : après avoir commandité une étude juridique démontrant la contradiction entre le projet de TTIP et les fondements de la construction européenne, Thilo Bode adressa un courrier aux ministres allemands de l'économie, de la justice et de la protection des consommateurs. Alors qu'il avait été accusé de déformer les faits, voire d'alarmisme, il eut alors beau jeu, ayant reçu leurs réponses lénifiantes, de leur retourner leur accusation et de les prendre, à son tour, en flagrant délit de mensonge à l'opinion publique.

Il déclare alors : « *C'est ce qui pousse les gens à descendre dans la rue et à manifester. Ils ont le sentiment qu'on ne leur dit pas le fin mot de l'histoire* ». **Aussi réussit-il, en octobre 2015, avec d'autres organisations, à attirer dans les rues de Berlin plus de 150 000 personnes** pour protester contre le TTIP ; ce fut la plus grande manifestation depuis la guerre en Irak. Alors que les syndicats allemands avaient tout d'abord soutenu le projet en succombant aux mêmes sirènes de la stimulation de la croissance et de l'emploi, il réussit à les faire virer de bord et à les compter désormais parmi les opposants au projet.

Ceci a entraîné un effet majeur auprès de l'opinion publique : alors qu'en 2014, 55 % des citoyens allemands soutenaient le projet, deux ans plus tard, ce taux était tombé à 17 %.

Ce qui est remarquable dans cette histoire, c'est qu'a priori, l'Allemagne, dont le commerce extérieur représente un atout considérable, et qui occupe un rôle majeur dans les échanges internationaux, avait probablement plus à gagner, ou moins à perdre, du TTIP que bien d'autres pays. Pourtant, c'est dans la locomotive même que s'est glissé le grain de sable qui pourrait faire dérailler le projet.

La situation est différente en France, où beaucoup militent de longue date contre ce projet. Toutefois, Thilo Bode ne s'est pas endormi sur ses lauriers et a ouvert un bureau en France afin de s'assurer d'une bonne coordination entre les initiatives anti-TTIP prises dans les deux pays. Bien plus, il a saisi le risque que représentait un autre projet d'accord, moins ambitieux mais plus près d'aboutir, entre l'Union européenne et le Canada, à savoir le

« Comprehensive Economic and Trade Agreement » (CETA). Bode a, en effet, réalisé que le destin de ces deux projets était étroitement lié, et que la réussite de l'un pouvait hypothéquer sérieusement les chances de faire échouer le deuxième.



TTIP et CETA étroitement liés © Vivre Ensemble

Et ailleurs ?

En Belgique, le TTIP, on l'a dit, a rapidement fait débat du côté francophone, notamment suite aux analyses impitoyables de Pierre Defraigne, ancien chef de cabinet du Commissaire européen au commerce, Pascal Lamy, qui pourfend le projet de traité de façon extrêmement argumentée depuis ses débuts. Toutefois, cette réflexion devait encore aboutir au niveau politique, ce qui fut fait lorsque, suite à la mobilisation citoyenne, de nombreuses communes se déclarèrent « hors TTIP », puis lorsque le Parlement wallon, en avril 2016, se déclara opposé au CETA.

Plus récemment, lors de la convention démocrate aux Etats-Unis, on a pu constater que très nombreux étaient les participants qui, durant

l'intervention de Barack Obama, malheureusement partisan de cet accord, brandissaient des écriteaux « No TTIP ».

Les derniers rebondissements en date sont la déclaration du ministre allemand du commerce, Sigmar Gabriel, qui considère que « les négociations sur le TTIP ont échoué, même si personne ne veut l'admettre »². Il a été rejoint quelques jours plus tard par le secrétaire d'Etat français au commerce extérieur, Matthias Fekl³, demandant tous deux l'arrêt des négociations du TTIP.

Dans le cas du premier, on peut regretter, comme l'a fait Pierre Defraigne, l'électorisme qui l'inspire, M. Gabriel tenant très probablement à se profiler comme concurrent de M^{me} Merkel lors des élections qui se tiendront prochainement en Allemagne. Il n'en reste pas moins que ces déclarations politiques constituent une nouvelle étape dans un processus citoyen sur lequel, il a y un ou deux ans, peu auraient osé parier.

Si le projet de TTIP a actuellement du plomb dans l'aile, il ne faut toutefois pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué. L'arrêt des négociations n'est pas encore acquis, et même s'il l'était, il ne signifierait pas l'enterrement définitif du projet.

Que peut-on en retenir ?

Une leçon que l'on peut tirer de ce qui précède, c'est l'importance **d'accompagner la mobilisation citoyenne d'une stratégie bien pensée pour affronter l'adversaire sur son terrain** et pour le mettre publiquement face à ses contradictions, voire à ses mensonges. C'est ce qu'a fait Thilo Bode en Allemagne, à l'instar de bien d'autres dans d'autres pays d'Europe⁴ ou aux États-Unis.

C'est ce qu'on pourrait faire aussi en mettant en parallèle différentes ambitions affichées par nos gouvernants : celle de réduire fortement les émissions de CO2 (COP21) tout en renforçant le commerce transatlantique (TTIP et CETA) ; ou encore celle de réduire la pauvreté⁵ tout en renforçant, par le TTIP et le CETA, le pouvoir des multinationales qui enrichissent les « 1% » les plus riches.

² <http://www.dw.com/en/germanys-vice-chancellor-gabriel-us-eu-trade-talks-have-failed/a-19509401>

³ « le mandat de négociation (...) n'a plus le soutien politique de la France » Dans Le Monde : <https://miniurl.be/r-17ib>

⁴ Voir notamment l'interview de Karel De Gucht : <https://miniurl.be/r-17h0>

⁵ « Stratégie Europe 2020 » : Réduction d'au moins 20 millions du nombre de personnes touchées ou menacées par la pauvreté et l'exclusion sociale. http://ec.europa.eu/europe2020/europe-2020-in-a-nutshell/targets/index_fr.htm

Plus fondamentalement, ainsi qu’y appelle Pierre Defraigne, cette aventure politico-citoyenne devrait nous inciter à **une réflexion fondamentale sur les fondements de la démocratie sociale et de la construction européenne**.

Le TTIP est un « bel » exemple de dispositif politique et commercial qui affecte autant l’emploi que la santé publique, l’environnement que la protection sociale ou les PME. Ce projet d’accord appelle – et dans le cas du TTIP, est parvenu à susciter – une mobilisation très large elle aussi, tant nationale qu’européenne. C’est peut-être une occasion de construire une citoyenneté, voire une fraternité européenne, avec pour cap commun une démocratie fondée sur les droits humains, face à une « machine » où l’économie dicte la loi au politique.

Et cette citoyenneté européenne en construction, comme l’a montré « l’affaire TTIP », pourrait très bien ne pas concerner seulement les « simples citoyens » et les associations. Une partie non négligeable du monde de l’entreprise, du monde académique, du secteur agricole, de celui des services ou de la culture... du monde politique aussi, partage cette vision d’une Europe fondée sur la justice sociale et la sauvegarde de notre milieu de vie plutôt que sur l’enrichissement d’une minorité.

Ces « mondes », en particulier le *social* et le *marchand*, ne se rencontrent guère, quand ils ne s’opposent pas. Que l’Union des classes moyennes et le Réseau de lutte contre la pauvreté, par exemple, se retrouvent côte à côte contre le TTIP, si pas dans la rue, au moins dans les débats publics, cela n’est pas insignifiant et pourrait redonner du souffle et de l’espoir pour les luttes encore à venir.

Isabelle Franck, avec la collaboration de Patrick De Bucquois⁶

Septembre 2016



Disponible sur www.vivre-ensemble.be

Contact : info@vivre-ensemble.be

02 227 66 80



Avec le soutien de la

FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

⁶ Secrétaire général de Caritas en Belgique francophone et germanophone, membre du CA de Vivre Ensemble Education.